



Les retraité-e-s disent au président de la République : **rendez nous notre pouvoir d'achat !**

Le président a présenté ses vœux aux Français. Il n'a rien vu, sauf la violence dans certaines manifestations, rien entendu qui le concerne mais il dit avoir tout compris : les Français veulent qu'il poursuive ses réformes. Il fait l'impasse totale sur la violence sociale de ses choix politiques qui conduisent à enrichir les plus riches au détriment du plus grand nombre. Il envisage de grands débats, en précisant qu'il poursuivra son programme de « réformes », celles qui provoquent les colères sociales actuelles !

Voici nos vœux, monsieur le président

Reprenez vos « cadeaux », ceux qui aggravent les conditions de vie des retraité-e-s et ceux qui enrichissent les milliardaires de ce pays aux dépens du plus grand nombre d'entre nous. Et rendez nous notre pouvoir d'achat ! Contrairement à vos engagements de campagne électorale : « Je maintiendrai le niveau de vie des retraités », **vous avez porté gravement atteinte à notre pouvoir d'achat**, « en même temps » que vous accordiez de somptueux cadeaux fiscaux à ceux dont la fortune n'a cessé de grossir depuis des décennies.

Notre colère n'a pas faibli, au contraire

En 2018, les retraité-e-s ont souvent manifesté à l'appel des 9 organisations et sont nombreux dans **les actions menées par les « gilets jaunes »**.

Toutes les grèves et les actions engagées pour la défense des services publics et l'amélioration du pouvoir d'achat, la colère des gilets jaunes, **tout ceci aurait dû vous**

inciter à changer de politique.

Vous avez choisi d'ignorer la colère de toutes les victimes de votre politique, qui fait exploser les inégalités, aggrave l'injustice fiscale, handicape durablement l'économie du pays.

Nous voulons retrouver notre pouvoir d'achat

Nous en avons besoin pour vivre normalement, nous soigner quand il le faut, participer au redressement économique du pays, nous accorder des loisirs amplement mérités par une vie de travail, aider nos enfants, nos petits enfants en difficulté. **Vivre dignement notre retraite. C'est notre droit !**

Le 31 janvier ce seront les étrennes du président. Ce jour-là, nous allons vous rendre vos « cadeaux » et nous exigeons que vous les repreniez.

LES " CADEAUX " AUX RETRAITÉS

- CSG + 25 %
- Inflation 2018 + 2019 : entre 3,2 et 3,7 %
- Pensions public et privé 2018 + 2019 : + 0,3 %
- ARRCO/AGIRC + 0,6 %
- Gaz + 16 % en 2018
- Fioul + 30 %
- Essence + 15 %
- Diesel + 23 %
- Mutuelles + 6 %
- APL - 5 €

LES CADEAUX AUX MILLIARDAIRES ET AU GRAND PATRONAT

- ISF : 4,5 milliards
- Flat tax : 10 milliards
- Exit tax : 6 milliards
- CICE : 40 milliards
- Évasion fiscale : 100 milliards

Concrètement, les retraité-e-s exigent :

- l'annulation de la hausse de la CSG pour tous les retraités,
- la revalorisation des pensions, conformément au code de la sécurité sociale, à la hauteur de l'inflation : ,7% pour 2018,
- le retour à l'indexation sur les salaires,
- le maintien de la pension de réversion selon les modes de calcul actuels.

Et pour équilibrer le budget de l'État :

- rétablissement de l'ISF, de la taxation des dividendes, de l'impôt progressif,
- suppression du CICE et des exonérations de cotisations patronales,
- éradication de la fraude et de l'évasion fiscales entre autres...

**Les retraité-e-s ont toutes les bonnes raisons de rejoindre
les 9 organisations qui appellent à manifester, dans toute la France.**

MANIFESTATION RÉGIONALE À PARIS

JEUDI 31 janvier - 14 h 30

PLACE D'ITALIE - BERCY



NE RIEN LÂCHER !

Depuis un quart de siècle, tous les moyens sont bons, aux yeux des gouvernements successifs, pour réduire les pensions de retraite. Macron et son gouvernement vont encore plus loin dans la spoliation des retraité·e·s.

LA CSG : OUI, C'EST INJUSTE

Le président Macron a fini par reconnaître, sous la pression des retraité·e·s mobilisé·e·s depuis des mois, l'injustice de la hausse de la CSG qui nous frappe. Pourtant, pas question de nous rendre ce qui nous a été injustement prélevé : ce n'est qu'une annulation de l'augmentation pour ceux et celles qui touchent entre 1 200 et 2 000 € par mois. **On va devoir continuer à payer à la place des plus riches**, exonérés de l'ISF, de la flat tax ou échappant à l'exit tax. Eux, peuvent dormir en paix : le gouvernement veille sur leurs « économies » !

NON, LES RETRAITÉ·E·S NE SONT PAS UN FARDEAU

Le vrai fardeau, les vrais profiteurs du système, ce sont les actionnaires du CAC 40, les grands patrons. En 2018, leurs entreprises ont versé **57,4 milliards de dividendes** à leurs actionnaires : un record ! Ils ne se donnent même plus la peine d'augmenter les salaires.

IMPÔT DE SOLIDARITÉ SUR LA FORTUNE

Sa suppression ampute le budget de la Nation de 4 milliards.

PRÉLÈVEMENT FORFAITAIRE UNIQUE SUR LES REVENUS DU CAPITAL

favorise les plus riches et coûte 4 milliards aux contribuables

TAXE SUR L'ÉVASION FISCALE

Sa suppression prive le budget national de 5,4 milliards

ÉVASION FISCALE

On l'évalue à 100 milliards

CICE

Cadeau aux entreprises pour gonfler leurs bénéfices qui coûte 40 milliards

UN QUOTIDIEN DE PLUS EN PLUS DIFFICILE

Chacun·e de nous le vit ; la fin du mois arrive de plus en plus tôt. Faire ses courses, se soigner, se chauffer... tout devient plus dur.

Et c'est bien ça la vraie violence, celle qui nous empêche de vivre tranquillement notre retraite. Quelle violence quand les uns gagnent 350 fois le SMIC (ça n'était « que » 300 fois en 2016) et que les autres peinent à payer leur loyer.

IL FAUT AUGMENTER NOS PENSIONS

La majorité présidentielle a voté : nos pensions sont « revalorisées » de 0,3 % quand l'inflation prévue sera supérieure à 2%. Et, pour bien nous enfoncer dans les difficultés, ce sera pour deux ans ! Plus de 300 € de perte pour une retraite de 1 500 €, plus de 400 € de manque à gagner si on perçoit 2 000 € (et là, pas de baisse de la CSG). Oui, réellement, **le gouvernement nous fait les poches !**

IL FAUT SE FAIRE ENTENDRE

16 millions de retraité·e·s, 16 secondes au JT... Voilà comment on nous traite ! Les organisations de retraité·e·s n'ont cessé de solliciter le président de la République et les ministres concernés mais, malgré cela, aucune consultation, **aucune réponse à nos revendications.**

Les retraité·e·s ont toutes les bonnes raisons de rejoindre les 9 organisations qui appellent à manifester, dans toute la France.

MANIFESTATION RÉGIONALE À PARIS

JEUDI 31 janvier - 14 h 30

PLACE D'ITALIE – BERCY

DÉPARTS COLLECTIFS

Brétigny : 13 h à la gare

Corbeil : départ du car 13 h 15, parking SNECMA
(participation aux frais : 5 €)

Étampes : 12 h 45 à la gare (pour un départ à 13 h)

Massy : gare RER 13 h 30 (en tête du train)

Ste Geneviève des Bois : 13 h 15 à la gare